





PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT ANNUEL 2025 GUINÉE











PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT ANNUEL 2025 GUINÉE



Table des matières

Mot du Représentant Résident 6

La Guinée en bref – Chiffres clés 2025 8

Synthèse des contributions du PNUD en 2025 16

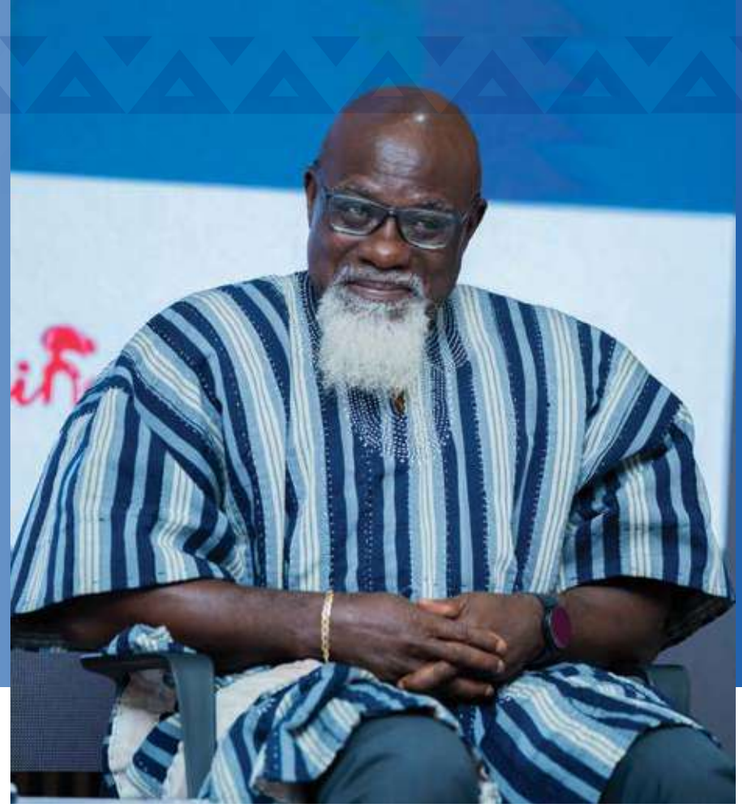
1. Gouvernance et État de Droit 20
1.1. Renforcement des capacités des institutions républicaines et judiciaires 22
1.2. Cohésion sociale et participation citoyenne 26
1.3. Sécurité humaine et prévention des conflits 30

2. Transformation Économique et Développement Durable 32
2.1. Transformation Économique et Développement Numérique 34
2.2. Environnement et Développement Durable 38
Genre : Approche transversale du TEDD 44
Trajectoires du changement 46

Conclusion 52
Principaux défis et leçons apprises en 2025 53
Perspectives pour 2026 : Contribution à l'accélération des ODD et au Programme Simandou 2040 54
Partenariats et mobilisation de ressources 56
Principaux contributeurs au PNUD / Principaux donateurs 57

Mot du Représentant Résident

Anthony Ohemeng-Boamah
Représentant Résident PNUD Guinée



Transformer la croissance en destin partagé

L'année 2025 restera comme une année charnière pour la Guinée et pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Dans un contexte marqué par la consolidation de la transition politique, des réformes institutionnelles structurantes et des perspectives historiques portées par le Programme Simandou 2040, la Guinée se trouve à un moment véritablement décisif de son développement.

Ce rapport annuel retrace comment le PNUD, en étroite collaboration avec le Gouvernement et l'ensemble de ses partenaires, a accompagné ce moment stratégique avec constance, pragmatisme et ambition. L'objectif demeure le même : traduire les opportunités macroéconomiques en progrès sociaux concrets et durables, au bénéfice de chaque Guinéen.

Les atouts sur lesquels repose le programme Simandou 2040 sont réels et prometteurs : des ressources naturelles considérables, une jeunesse dynamique et nombreuse, et une volonté politique affirmée de transformation structurelle. Mais cette transformation ne sera véritablement durable que si elle s'appuie sur des institutions solides, une gouvernance transparente, une cohésion sociale renforcée et des communautés résilientes – capables de saisir et de gouverner les opportunités de développement. À cet égard, la jeunesse guinéenne, qui représente plus de 70 % de la population, constitue à la fois le premier défi et le plus grand levier du développement national. C'est pourquoi, en 2025, le PNUD a accordé une attention particulière à son engagement civique, à son employabilité et à son inclusion dans les instances de décision et les mécanismes de volontariat. **Ces prérequis constituent précisément le cœur du mandat et de la valeur ajoutée du PNUD.**

En 2025, le PNUD, à travers ses deux domaines d'intervention – « Gouvernance et État de Droit » (GED) et « Transformation Économique et Développement Durable » (TEDD) –, a œuvré, en partenariat avec le gouvernement, à consolider les fondations institutionnelles, sociales, économiques et environnementales du pays.

Sur le plan de la gouvernance et de l'État de droit, les avancées enregistrées témoignent de changements institutionnels profonds. L'appui au procès des événements du 28 septembre 2009 a constitué un levier majeur de renforcement des capacités du système judiciaire guinéen. Il a permis de développer les compétences techniques et opérationnelles des magistrats, greffiers et autres acteurs de la chaîne pénale en matière d'enquête, de poursuite et de conduite de procédures judiciaires complexes conformes aux normes internationales.

Cette intervention a également favorisé une meilleure coordination entre les institutions judiciaires, renforcé les dispositifs de protection et d'accompagnement des victimes et témoins, et amélioré la gestion des dossiers sensibles. Au-delà du procès, elle a contribué à consolider l'État de droit, à renforcer la crédibilité et l'efficacité de la justice guinéenne, ainsi qu'à accroître la confiance des citoyens dans les institutions chargées de garantir la justice, la redevabilité et la lutte contre l'impunité. Par ailleurs, la signature du Pacte d'entente nationale, l'opérationnalisation de mécanismes locaux de sécurité et l'intégration accrue des jeunes et des femmes dans les instances locales témoignent de l'appropriation progressive d'une gouvernance inclusive et participative. Parmi les faits marquants, le déploiement de 350 jeunes volontaires agents de santé dont 250 financés directement par le PNUD dans les régions de Kankan et N'Zérékoré illustre l'engagement résolu du PNUD en faveur d'une jeunesse actrice de son développement.

Sur le front de la transformation économique et du développement durable, les résultats obtenus confirment la capacité du PNUD à produire des effets tangibles sur les moyens de subsistance, la résilience climatique et l'autonomisation économique. Des milliers de femmes et de jeunes ont vu leurs conditions de vie s'améliorer concrètement, grâce à l'accès aux énergies propres, aux services financiers communautaires, aux infrastructures productives et aux opportunités d'emplois décents.

Au-délà des résultats sectoriels, **l'année 2025 confirme une cohérence stratégique soutenue et une appropriation nationale renforcée**, illustrées notamment par des cofinancements importants du Gouvernement de la République de Guinée et du PNUD dans la mise en œuvre des projets et programmes et par l'alignement croissant des interventions sur les priorités nationales.

Ces réalisations n'auraient pas été possibles sans la confiance renouvelée du Gouvernement de la République de Guinée, l'engagement des partenaires techniques et financiers, la mobilisation de la société civile et, surtout, la participation active des communautés bénéficiaires.

Pour 2026, le PNUD réaffirme son engagement à accompagner la Guinée sur la voie d'un développement plus résilient, plus inclusif et plus prospère – une Guinée qui mise sur sa jeunesse, renforce ses institutions et valorise durablement ses ressources, **une Guinée où la croissance devient effectivement un destin partagé.**

La Guinée en bref

Chiffres clés 2025

17,5 M
D'habitants
(RGPH-4, 2025)

245 857
km²
de superficie

7,4 %
de croissance
du PIB réel
(2025)

25
Projets

17,192
M USD
de ressources
dépensées

Économie

Croissance du PIB réel (2025)

7,4 %

Banque mondiale, Guinée - Perspectives macroéconomiques et sur la pauvreté (MPO), édition Assemblées annuelles, octobre 2025

Principal moteur économique

Secteur minier

levier du développement des autres secteurs de l'économie

Gouvernement de Guinée

Vision de transformation

Programme Simandou 2040

Gouvernement de Guinée



Éducation et capital humain

Taux d'alphabétisation

39,6 %

(2018/2019)

Estimation plus récente :

~32 %

(soit près de 68 % d'analphabétisme)

INS, EHCVM 2018/2019 ; Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation, sept. 2024

Espérance de vie à la naissance

60,7 ans

Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2025 (données 2023) ; ancienne réf. : INS, RGPH3, 2014 = 59 ans

Indice de développement humain et classement

0.5

179 sur 193

Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2025 (données 2023)

Taux de chômage des jeunes

7,3 %

INS / Observatoire National du Travail, Bulletin d'information du marché du travail, janvier 2026 (confirmation du niveau observé en 2018/2019)

Taux de jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET)

34 %

34,3 % en 2018/2019

INS / Observatoire National du Travail, Bulletin d'information du marché du travail, janvier 2026

Taux de chômage global

Entre

4,8 % et 5,2 %

INS / OIT, estimations croisées, janvier 2026

Taux de pauvreté

43,7 %

INS, Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (2018/2019) – dernière enquête officielle disponible ; l'EHCVM-3 (lancée sept. 2024) est en cours, actualisation attendue

Inégalité Genre (indice de GINI)

0,272

INS, Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (2018/2019) – actualisation attendue (EHCVM-3 en cours)

Indice de développement de genre (IDG)

0,828

Rapport Mondial sur le développement humain, PNUD, 2025 (données 2023) – valeur à confirmer dans le tableau GDI détaillé

Gouvernance et Droits humains

Indice Mo Ibrahim (gouvernance africaine)

41,9/100

42e sur 54 pays africains

Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG), Mo Ibrahim Foundation, édition 2024 (indice bisannuel, prochaine édition en 2026)

Participation à l'élection présidentielle de décembre 2025

80,95 % taux définitif

Direction Générale des Élections (DGE), résultats définitifs, déc. 2025/janv. 2026 (taux provisoire annoncé d'environ 85 % le 29/12/2025)

Femmes dans le CNT

24 femmes sur 81 membres, soit 29,6 %

Rapport SNU Guinée 2025 ; confirmé par l'Indice d'Inégalité de Genre du PNUD (HDR 2025) : le taux de sièges occupés par des femmes est de 29,6 %

Synthèse des contributions du PNUD en 2025 / Contributions aux priorités nationales et aux ODD

En 2025, le PNUD Guinée a poursuivi son appui stratégique aux priorités nationales, à travers deux domaines : Gouvernance et État de Droit et Transformation Économique et Développement Durable.

En combinant appui institutionnel, gouvernance de proximité et investissements inclusifs, le PNUD, en appui aux efforts du gouvernement, a contribué à des changements durables, renforçant la capacité des institutions et des communautés à prévenir les crises, créer des opportunités économiques et gérer durablement les ressources, au service d'une transformation inclusive et résiliente.



Gouvernance et État de Droit ▸ Résultats Phares

1. État de droit, justice et redevabilité institutionnelle

- **16** Juridictions et maisons d'arrêt ont été inspectées
- **43** Unités de police ont été inspectées
- **6** Garnisons ont été inspectées
- **3** Postes frontaliers ont été inspectés
- **1** Plateforme numérique de formation judiciaire a été mise en place
- **1** Procès historique, celui du 28 septembre 2009, a été accompagné par le PNUD

2. Gouvernance démocratique, institutions publiques et gouvernance territoriale

- **375** Communes ont été couvertes par un profilage socioéconomique national
- **65** Cadres ont été formés à la planification stratégique électorale
- **146** Cadres ministériels ont été formés en diplomatie stratégique et intelligence économique
- **45** Cadres déconcentrés du Ministère du Plan ont été renforcés
- **11** Lois, politiques et stratégies ont été élaborées avec l'appui du PNUD
- **1** Télévision parlementaire a été opérationnalisée

3. Diplomatie économique, engagement de la diaspora et coordination de l'aide

- **500+** Cadres de l'administration publique et des services diplomatiques ont été formés, dont 45 % de femmes
- **1** Premier document de Politique étrangère a été élaboré
- **5** Missions économiques et de mobilisation de la diaspora ont été accomplies
- **54** Bureaux du Haut Conseil des Guinéens de l'Étranger ont été opérationnalisés
- **210** Membres de la diaspora ont été sensibilisés, dont 65 femmes
- **1** Cadre de Ressources à Moyen Terme (CRMT) national 2023-2028 a été élaboré
- **1** Cadre de Ressources à Moyen Terme (CRMT) régional a été élaboré et diffusé

4. Cohésion sociale, participation citoyenne et engagement des jeunes et des femmes

1 Pacte d'entente nationale a été signé

80 Femmes ont été formées en marketing politique (8 régions)

80+ Jeunes ont été intégrés dans les délégations spéciales (378 collectivités)

350 Jeunes volontaires agents de santé ont été mobilisés, dont 250 financés par le PNUD

100 Jeunes volontaires ont été formés au civisme et à la citoyenneté

5. Prévention des conflits, sécurité humaine et résilience communautaire

50 Infrastructures de paix ont été redynamisées (Guinée forestière)

9 Comités locaux de prévention ont été mis en place (zones minières)

120 Acteurs locaux ont été formés aux bonnes pratiques de citoyenneté et de paix

119 Acteurs communautaires ont été formés à la médiation et à la prévention des conflits

10+ Différends transfrontaliers ont été réglés

59 Forums Locaux de Sécurité et de Prévention ont été rendus opérationnels (FLSPD)

4 Conseils Locaux de Sécurité ont été rendus opérationnels (CLSPD)

290 Jeunes et femmes ont été intégrés dans les Forums locaux de sécurité

130 Journalistes ont été formés à l'éthique et à la lutte contre les discours de haine

171 Leaders communautaires ont été formés à la prévention des violences

600+ Étudiants, enseignants et chercheurs ont été sensibilisés

Transformation Économique et Développement Durable ▸ Résultats Phares

8 Politiques et programmes genre/climat/emploi ont été élaborés et mis en œuvre

320 Bénéficiaires d'initiatives durables (femmes, jeunes, groupes vulnérables) ont été recensés

24 Groupements de femmes et jeunes filles ont été accompagnés dans la réalisation des AGR

17 136 Hectares de forêts et de paysages ont été restaurés et sont désormais gérés durablement

154 293 Personnes ont bénéficié directement d'initiatives visant à protéger la nature et à promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles

983 Nouvelles personnes ont accédé à une énergie propre et durable

18 900 Personnes ont adopté des pratiques résilientes face aux changements climatiques

10,9 M USD De ressources financières ont été mobilisées pour les économies verte et bleue

628 Emplois ont été créés via la mécanisation agricole et l'artisanat



1 Gouvernance et Etat de Droit



Environnement pacifique, droits humains et participation aux décisions

L'année 2025 constitue une étape charnière pour la Guinée, engagée depuis 2021 dans une transition politique et une dynamique de refondation de l'État. Ce processus offre une opportunité majeure de consolider la gouvernance démocratique, l'État de droit et la cohésion sociale, dans un contexte de réformes institutionnelles. L'État dispose de capacités accrues pour protéger et promouvoir les droits fondamentaux de tous les citoyens, garantir un accès équitable à la justice, améliorer la qualité et l'efficacité des services judiciaires, et renforcer l'application impartiale des lois. Ces capacités renforcées contribuent à accroître la confiance des citoyens dans les institutions publiques, à améliorer la transparence, la redevabilité et la gouvernance, ainsi qu'à prévenir et gérer les conflits de manière pacifique. Elles favorisent également un environnement stable, inclusif et sécurisé, propice à la cohésion sociale, au respect de l'État de droit, à la participation citoyenne et à un développement durable au bénéfice de l'ensemble de la population.

La croissance, tirée par le secteur minier, demeure confrontée à des défis structurels persistants : faible diversification économique, prédominance de l'informel, chômage des jeunes et des femmes, accès limité aux services de base et à la justice, vulnérabilité aux chocs climatiques et sécuritaires. Ces facteurs soulignent l'impérieuse nécessité d'une gouvernance inclusive et transparente, seule à même de transformer la croissance en progrès social partagé et de renforcer durablement la confiance entre l'État et les citoyens.

Conformément au CPD 2024-2028 et à l'UNSDCF 2024-2028, le PNUD concentre son appui sur le renforcement des institutions républicaines, judiciaires et sécuritaires, la participation citoyenne, la transparence et la redevabilité, ainsi que la prévention des conflits. Ses interventions visent à consolider l'État de droit, la cohésion sociale et une gouvernance inclusive – conditions essentielles à une transition apaisée et à un développement équitable, au bénéfice des femmes, des jeunes et de l'ensemble des populations vulnérables.

1.1 Renforcement des capacités des institutions républicaines et judiciaires

Le PNUD a soutenu le Gouvernement dans le renforcement des capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles des acteurs de la gouvernance aux niveaux national et local, contribuant ainsi à une prestation plus efficace, inclusive et équitable des services publics, à une meilleure redevabilité des institutions et au renforcement de la confiance entre l'État et les citoyens.

En 2025, dans le domaine de la gouvernance et de l'État de droit, l'accompagnement du PNUD au gouvernement a permis d'enregistrer des résultats significatifs dans un contexte national marqué par une transition politique prolongée, des réformes institutionnelles sensibles et de fortes attentes citoyennes. Grâce à une approche intégrée – combinant renforcement des capacités institutionnelles, participation citoyenne, prévention des conflits et sécurité humaine –, les interventions du PNUD ont contribué à consolider les fondations d'une gouvernance plus inclusive, transparente et efficace.

16
Juridictions et maisons d'arrêt inspectées

45
Cadres déconcentrés du Ministère du Plan formés

43
Unités de police inspectées

375
Communes ont fait l'objet d'un profilage socioéconomique

65
Cadres formés à la planification stratégique électorale

+0,8 pt
De gain sur l'indice Mo Ibrahim (dimensions judiciaire et législative)

146
Cadres des ministères formés à la diplomatie et à l'intelligence économique

11
Lois, politiques et stratégies élaborées avec l'appui du PNUD

▶ Modernisation de la justice et gouvernance judiciaire

Le PNUD a soutenu le gouvernement pour le renforcement des mécanismes de contrôle et de redevabilité au sein des institutions judiciaires et sécuritaires. À ce titre, 16 juridictions et maisons d'arrêt, 43 unités de police, 6 garnisons et 3 postes frontaliers ont fait l'objet de missions d'inspection, consolidant ainsi la supervision institutionnelle et la transparence du secteur. Par ailleurs, le Centre de formation judiciaire a bénéficié de la mise en place d'une plateforme numérique destinée à la formation initiale et continue des acteurs judiciaires.

Ces appuis ont contribué au renforcement des mécanismes de contrôle interne, à l'amélioration de la transparence judiciaire et à une meilleure conformité aux normes nationales et internationales en matière de droits humains.

▶ Renforcement institutionnel et consolidation de l'environnement démocratique

La Haute Autorité de la Communication (HAC) et la Cour suprême ont bénéficié d'échanges d'expériences avec d'autres pays de la sous-région et de renforcement de leurs capacités : régulation des médias, gestion des contentieux, traitement équitable de l'information en période de transition.

Pour soutenir une organisation électorale plus transparente et efficace, 65 cadres issus de la Direction nationale des élections (niveaux régional, préfectoral et communal) ont été formés à la planification stratégique électorale, améliorant la préparation et la conduite des opérations électorales.

Cette intervention s'inscrit dans une logique de renforcement institutionnel et de consolidation de l'environnement démocratique, sans appui opérationnel direct aux processus électoraux.

▶ Redevabilité et lutte contre l'impunité : Impact du procès du 28 septembre

Dans le cadre de la lutte contre l'impunité et du renforcement de l'État de droit en Guinée, le PNUD a apporté un appui technique, opérationnel et institutionnel déterminant à l'organisation et à la tenue du procès des événements du 28 septembre 2009. Cet accompagnement a contribué au renforcement des capacités des acteurs judiciaires, à l'amélioration des infrastructures et des équipements des juridictions concernées, ainsi qu'à la mise en place de dispositifs favorisant une gestion efficace, transparente et sécurisée du procès. Grâce à ce soutien, la justice guinéenne a pu conduire l'un des procès les plus complexes de son histoire, dans le respect des standards nationaux et internationaux, renforçant ainsi la crédibilité des institutions judiciaires, l'accès des victimes à la justice et la confiance des citoyens dans l'État de droit.

▶ Gouvernance locale : profilage des communes

Grâce à l'appui du PNUD, l'Institut National de la Statistique a réalisé un profil socioéconomique détaillé des 375 communes du pays. Basé sur des diagnostics locaux approfondis, ce travail a permis d'identifier les écarts et les besoins prioritaires en matière de développement, de repérer les zones les plus vulnérables et d'éclairer la prise de décision en vue d'accélérer le développement local.

▶ Cybersécurité et gestion sécuritaire

Dans le domaine de la cybersécurité, des progrès ont été réalisés, avec un renforcement des compétences en analyse forensique, en audit de sécurité des systèmes d'information et en gestion des cybermenaces. Ces appuis ont particulièrement profité au Centre régional d'enregistrement des données policières et à l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information.

Par ailleurs, les compétences en planification sécuritaire ont été renforcées dans 4 communes de Conakry, permettant d'améliorer le fonctionnement de 4 Conseils locaux de sécurité et de 59 Forums locaux de sécurité et de prévention de la délinquance.

▶ Renforcement des compétences stratégiques des cadres de l'administration

Dans ce domaine, 146 cadres des ministères ont été formés sur les priorités sectorielles du développement, la diplomatie stratégique et l'intelligence économique, afin d'améliorer la mobilisation de partenariats et la valorisation des opportunités économiques. Par ailleurs, 45 cadres des services déconcentrés du Ministère du Plan ont été sensibilisés à leurs rôles dans le dispositif de planification stratégique, à l'intégration des ODD et à la conduite des politiques de développement.

▶ Mise en service de la Télévision Parlementaire : un levier de transparence et de redevabilité

L'accès du public aux informations et aux débats parlementaires a été amélioré grâce à l'opérationnalisation d'une télévision parlementaire (Parlement TV) appuyée par le PNUD, contribuant à une gouvernance plus transparente et inclusive.

▶ Renforcement des capacités, politique étrangère et engagement de la diaspora

Le PNUD a contribué à mettre en place un instrument stratégique de transformation de la diplomatie guinéenne et de renforcement du positionnement international de la Guinée. En jetant les bases institutionnelles de la diplomatie économique, en renforçant les capacités de plusieurs centaines de cadres, en élaborant le premier document de Politique étrangère du pays et en structurant les mécanismes de mobilisation de la diaspora, le programme a contribué à moderniser l'action extérieure de l'État et à l'aligner davantage sur les priorités nationales de développement, notamment la Vision Simandou 2040.

Dans le domaine du renforcement des capacités, plus de 500 cadres (dont 45% de femmes) des administrations publiques et des services diplomatiques ont été formés sur les enjeux régionaux, la paix et la sécurité, la diplomatie stratégique et l'intelligence économique.

Il y a aussi l'élaboration du premier document de Politique étrangère de la République de Guinée, constituant une avancée majeure pour la modernisation de l'action diplomatique du pays.

Les actions menées ont permis également de renforcer la contribution de la diaspora au développement national à travers cinq missions économiques et de mobilisation, le lancement du processus d'identification des compétences et entreprises guinéennes à l'étranger et l'opérationnalisation de 54 bureaux du Haut Conseil des Guinéens de l'Étranger. Les activités de sensibilisation menées en Europe ont touché 210 membres de la diaspora, dont 65 femmes.

La mise en place en cours d'une base de données nationale des compétences de la diaspora et d'une base de données des entrepreneurs guinéens établis à l'étranger est à mettre à l'actif des appuis apportés par le PNUD.



▶ Renforcement de la gouvernance et de la coordination de l'aide au développement

Avec l'appui technique et financier du PNUD, le Gouvernement de la République de Guinée, à travers le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale et du Développement (MPCID), s'est doté pour la première fois d'un Cadre de Ressources à Moyen Terme (CRMT), un outil stratégique innovant de planification, de coordination et de suivi de l'aide publique au développement (APD). Le CRMT couvre la période 2023-2028 et constitue désormais une référence nationale permettant d'améliorer la transparence, la prévisibilité et l'efficacité des interventions des partenaires techniques et financiers.

Le CRMT offre une cartographie complète des engagements, décaissements et réalisations de l'APD en Guinée pour la période 2023-2025, ainsi que les projections de financement pour 2026-2028.

Il permet pour la première fois de répondre de manière structurée aux questions essentielles de coordination du développement : qui intervient, où, quand, avec quelles ressources, pour quels bénéficiaires et selon quelles modalités ? Cet outil renforce ainsi la capacité du Gouvernement à orienter les ressources vers les priorités nationales, à réduire les duplications d'interventions, à améliorer le dialogue avec les partenaires au développement et à soutenir une prise de décision fondée sur des données probantes. Il constitue une avancée majeure vers une gouvernance plus efficace et plus transparente de la coopération internationale en Guinée.

Pour renforcer cette approche de coordination de l'intervention des PTF, en plus du CRMT national, un CRMT régional a été élaboré et diffusé.

1.2

Cohésion sociale et participation citoyenne

En soutien aux efforts du gouvernement, le PNUD a œuvré au renforcement des capacités de la population, en particulier des femmes et des jeunes, a favorisant leur participation active à la prise de décision et a contribué à promouvoir le dialogue comme levier d'une cohésion sociale durable.

80
Femmes formées en marketing politique (8 régions)

50
Infrastructures de paix redynamisées en Guinée forestière

80+
Jeunes intégrés dans les délégations spéciales (378 collectivités)

120
Acteurs locaux formés aux bonnes pratiques de citoyenneté et de paix

350
Jeunes volontaires agents de santé mobilisés et déployés

130
Journalistes formés à l'éthique et à la lutte contre les discours de haine

250
Volontaires financés directement par le PNUD (Kankan et N'Zérékoré)

171
Leaders communautaires formés à la prévention des violences

100
Jeunes volontaires formés au civisme, à la citoyenneté et dotés d'équipements

600+
Étudiants, enseignants et chercheurs sensibilisés



▶ Dialogue national : Pacte d'entente nationale

La signature du Pacte d'entente nationale, rendue possible grâce à l'appui du PNUD, constitue un jalon essentiel dans le processus de réconciliation et de cohésion sociale. Cet engagement symbolique marque la volonté des autorités politiques, religieuses et coutumières de promouvoir la paix et le vivre-ensemble. Il vise aussi à encourager des mécanismes traditionnels et participatifs de prévention des conflits et à renforcer l'éducation citoyenne dans les espaces communautaires et les lieux de culte.

▶ Inclusion des jeunes et femmes dans la gouvernance

Des formations ciblées ont été proposées aux femmes et aux jeunes pour faciliter leur participation politique : 80 femmes (issues des 8 régions du pays) ont été formées en marketing politique et à l'élaboration de programmes de société ; des sessions de plaidoyer ont permis à plus de 80 jeunes d'intégrer les délégations spéciales dans 378 collectivités locales.

La mise en place du Conseil National des Jeunes a renforcé l'implication citoyenne et a contribué à la pacification du référendum du 21 septembre 2025.



▶ Engagement des jeunes et promotion du volontariat : un appui structurant

Le PNUD, en partenariat avec le ministère de la Jeunesse et des Sports à travers l'Agence Nationale du Volontariat Jeunesse (ANVJ), a apporté un appui à la promotion de l'engagement des jeunes en Guinée à travers plusieurs actions majeures. Cet accompagnement s'est notamment traduit par la mobilisation, la formation et le déploiement de 350 jeunes volontaires agents de santé – dont 250 financés par le PNUD dans les régions administratives de Kankan et N'Zérékoré –, contribuant ainsi à renforcer la participation des jeunes aux réponses communautaires et aux services de proximité.

Dans la même dynamique, le PNUD a accompagné le processus de validation de la Politique nationale de volontariat, ainsi que la mobilisation et la formation de 100 jeunes volontaires au civisme et à la citoyenneté, en faveur d'une jeunesse plus engagée, responsable et actrice du développement national.

Le PNUD a également soutenu le renforcement du cadre institutionnel et opérationnel du volontariat, notamment à travers la vulgarisation de la Politique nationale de volontariat à Conakry, Kindia, Labé, Kankan et N'Zérékoré, afin d'améliorer l'appropriation du dispositif par les acteurs publics, les collectivités et les jeunes eux-mêmes. Ce soutien s'est prolongé par la mise à disposition de 300 tablettes en faveur des 300 volontaires de la 10e cohorte, consolidant ainsi les moyens d'action et de suivi sur le terrain.

Ces réalisations illustrent la contribution du PNUD à la structuration des interventions en faveur de la jeunesse et du volontariat, en cohérence avec les efforts nationaux de formulation et de mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse.

▶ Relance des infrastructures de paix

Des actions majeures ont été menées pour renforcer la cohésion sociale ; celles-ci ont porté sur la réalisation d'un état des lieux de 50 infrastructures de paix en Guinée forestière et la mise en place de 9 comités locaux de prévention dans les zones minières de Siguiri et Mandiana. Les femmes et les jeunes filles y ont joué un rôle important dans la prévention et la gestion des conflits, renforçant leur leadership communautaire.

En outre, 120 acteurs locaux (autorités, société civile, jeunes, femmes, leaders traditionnels) ont été formés et dotés d'un guide national de bonnes pratiques, en matière de citoyenneté et de paix.

▶ Prévention des discours de haine et promotion d'une citoyenneté responsable

En collaboration avec la HAC, le PNUD a renforcé les capacités de 130 journalistes sur l'éthique professionnelle, la lutte contre les discours de haine et la promotion d'une information responsable.

Dans le secteur minier, des actions de sensibilisation ont été menées auprès des entreprises afin de promouvoir la responsabilité sociétale, le respect des droits humains et la protection de l'environnement.

En outre, 171 leaders (dont 81 femmes) communautaires, religieux et influenceurs ont été formés à la prévention des violences liées aux discours de haine. Ces leaders se sont engagés à agir comme ambassadeurs de paix, en diffusant des messages de cohésion sociale sur les réseaux sociaux et en contribuant à la réduction des risques d'incitation à la violence.

Plus de 600 étudiants, enseignants et chercheurs ont été sensibilisés afin de déconstruire les mécanismes de discours de haine dans les milieux académiques et éducatifs. Cette initiative a permis de renforcer la capacité des acteurs du secteur éducatif à identifier, prévenir et contrecarrer ces discours, contribuant à promouvoir une culture de tolérance et de cohésion sociale au sein des institutions académiques.

Ces interventions ont renforcé la participation citoyenne et réduit les risques de violences communautaires. Elles ont également favorisé une appropriation locale, notamment par les jeunes et les femmes, des mécanismes de prévention et de gestion des conflits.



1.3

Sécurité humaine et prévention des conflits

Les contributions du PNUD aux efforts du gouvernement ont visé à doter les institutions responsables de la sécurité humaine et les communautés ciblées, y compris dans les zones frontalières, des capacités nécessaires pour anticiper, atténuer et gérer les risques et vulnérabilités en matière de sécurité.

119
Acteurs communautaires formés à la médiation et à la prévention des conflits

59
Forums Locaux de Sécurité (FLSPD) installés

10+
Différends transfrontaliers réglés

290
Jeunes et femmes intégrés dans les FLSPD (dont 177 femmes)

4
Conseils Locaux de Sécurité (CLSPD) rendus opérationnels

▶ Gestion pacifiée des frontières

Dans la zone transfrontalière Guinée - Mali, les compétences de 119 acteurs communautaires ont été consolidées en négociation, en médiation et en résolution pacifique des conflits. Ces actions ont permis de régler une dizaine de différends, démontrant l'efficacité des mécanismes locaux de prévention. Quant à l'élaboration participative de plans locaux de sécurité et à la cartographie des enjeux communautaires, elles ont contribué à une meilleure anticipation des tensions et à la promotion d'une paix durable.



▶ Sécurité de proximité : CLSPD et FLSPD

La dynamisation des mécanismes communautaires de sécurité a permis la mise en place de 4 Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) dans les communes de Ratoma, Lambanyi, Sonfonia et Kagbelen. Cette dynamique a également permis d'installer 59 Forums Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (FLSPD) dans les quartiers concernés. Ces dispositifs ont renforcé les capacités locales visant à anticiper les tensions et à gérer les conflits. Une participation accrue des femmes et des jeunes a rendu la gouvernance de ces dispositifs plus participative et plus inclusive.

Aussi, 113 jeunes hommes et 177 jeunes femmes, ont été intégrés dans les FLSPD des communes de Ratoma, Lambanyi, Kagbelen et Sonfonia. Ces initiatives ont favorisé une participation accrue au sein des instances de prévention des conflits, permettant de mieux identifier les tensions sociales et de les résoudre. Par ailleurs, la dynamisation des relations entre civils et militaires a renforcé la confiance entre populations et forces de défense, ce qui a contribué à un environnement plus stable et propice à une paix durable.

▶ Consolidation de la résilience communautaire et gouvernance locale

Les CLSPD et FLSPD ont permis d'améliorer la remontée rapide des alertes et des risques, la coordination des réponses locales et l'implication systématique des groupes vulnérables dans la prévention des conflits. Leur fonctionnement contribue désormais à une gouvernance locale plus participative, à la promotion du dialogue intergénérationnel et intercommunautaire, ainsi qu'au développement d'une culture de paix fondée sur la confiance mutuelle.

La mise en réseau des CLSPD et FLSPD a permis une meilleure circulation de l'information, une réponse plus rapide aux tensions locales et l'institutionnalisation progressive d'une sécurité de proximité.

2

Transformation Économique et Développement Durable



Croissance diversifiée, inclusive et génératrice d'emplois décents

Dans un contexte national marqué par une croissance économique soutenue mais peu inclusive, une forte dépendance au secteur minier, des vulnérabilités climatiques croissantes et une transition institutionnelle sensible, le domaine de la Transformation Économique et du Développement Durable constitue un levier essentiel pour les réformes structurelles et la résilience des communautés. Si le secteur minier demeure le principal moteur de la croissance, la persistance de la pauvreté, des inégalités territoriales et sociales ainsi que l'exposition de l'économie aux chocs externes soulignent la nécessité d'une diversification économique, d'une meilleure redistribution des richesses et d'un renforcement de la protection sociale.

2.1

Transformation Économique et Développement Numérique

Autonomisation économique et chaînes de valeurs

Le PNUD a accompagné le Gouvernement dans la création d'opportunités d'emploi et de revenus durables pour les femmes, les jeunes et les populations vulnérables, tout en promouvant des modèles économiques résilients et adaptés aux changements climatiques.

160
Organisations professionnelles agricoles féminines renforcées

12
Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit (CVEC) opérationnelles

168
Emplois créés via la mécanisation agricole

360
Membres des CVEC (dont 349 femmes)

460
Emplois créés dans l'artisanat et les arts (195 jeunes filles, 265 garçons)

246 M GNF
Volume total mobilisé par les CVEC

▶ Transformation agricole et autonomisation des femmes

Dans le cadre de la promotion d'initiatives et de programmes durables construits autour des chaînes de valeur, l'accompagnement apporté au gouvernement a permis le renforcement des capacités productives de 160 organisations professionnelles agricoles féminines (134 groupements, 13 PME et 13 coopératives) dans le domaine de la transformation agroalimentaire. Ces organisations sont réparties dans les préfectures de Mandiana, Kouroussa, Dinguiraye, Siguiri, Mamou, Kindia, Coyah, Dubréka, Boffa, Boké, Labé et Koundara.

Cette intervention a produit des résultats concrets pour les femmes bénéficiaires : i) une réduction d'un quart de leur temps de travail, avec une pénibilité moindre et une productivité optimisée ; ii) une diversification et une augmentation de leurs revenus, grâce aux prestations payantes fournies aux communautés et à la transformation des produits agricoles de base en sous-produits à haute valeur ajoutée ; iii) la création de 168 emplois, via le recrutement et la formation de jeunes meuniers et agents commerciaux ; iv) une meilleure visibilité de leurs activités, grâce à la construction d'abris pour les machines dans des lieux stratégiques.

▶ Création d'emplois pour les jeunes

Le renforcement des capacités des jeunes artistes et artisans leur a permis de participer à des événements culturels internationaux, tel que le Festival des musiques urbaines d'Anoumabo (FEMUA) à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Ces participations ont abouti à la signature de contrats internationaux et à la création de 460 emplois pour 195 jeunes filles et 265 garçons. Par ailleurs, le PNUD a contribué à réduire les conflits communautaires liés à la gestion des ressources naturelles à travers la formation des acteurs clés sociétés minières, communautés, OSC et élus locaux sur leurs obligations légales, les droits humains et les normes environnementales.



▶ Inclusion financière en milieu rural : Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit

L'accès des femmes aux services financiers communautaires a été considérablement renforcé grâce à la mise en fonctionnement de 12 Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit (CVEC) dans 8 communes rurales de 5 préfectures : Beyla, Lola, Macenta, N'Zérékoré et Yomou. Ces CVEC, regroupant 360 membres dont 349 femmes et 11 hommes, se réunissent régulièrement et ont permis de mobiliser un volume total de 246 008 000 GNF : 191 020 000 GNF d'épargne, 26 483 000 GNF de fonds social et 118 935 000 GNF de crédits octroyés, générant 22 226 000 GNF d'intérêts. Ces mécanismes ont contribué à améliorer la résilience économique des femmes à prendre en charge des cas sociaux et à renforcer la solidarité communautaire. Au total, ces actions ont accru l'autonomie économique des femmes, diversifié les sources de revenus ruraux et réduit les facteurs structurels de vulnérabilité économique.

Développement numérique et innovation

Le PNUD a appuyé le Gouvernement dans la mise en œuvre de la transformation numérique et de l'innovation publique en renforçant les capacités des acteurs institutionnels à développer et déployer des solutions technologiques contribuant à une gouvernance plus efficace, transparente, inclusive et résiliente.

1
Stratégie nationale de digitalisation de l'État coordonnée

1
Maison des Jeunes rénovée et équipée à Thianguel Bori

▶ Stratégie nationale d'Intelligence Artificielle

L'évaluation du paysage de l'Intelligence Artificielle (IA) en Guinée a démontré qu'un diagnostic structuré constitue un préalable indispensable pour apprécier le niveau de préparation du pays, identifier les atouts et les insuffisances de l'écosystème numérique, et fédérer les parties prenantes autour d'une vision nationale partagée. Parallèlement, les avancées enregistrées dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de digitalisation de l'État ont favorisé une meilleure coordination des initiatives d'innovation au sein de l'administration publique et des ministères sectoriels. Ces expériences ont mis en évidence la nécessité urgente de disposer d'un diagnostic approfondi, et ce afin d'éclairer l'élaboration d'une stratégie nationale de l'Intelligence Artificielle, garante d'une gouvernance cohérente, inclusive et durable de cette transformation technologique.

Dans cette dynamique, le PNUD a accompagné les premières étapes de la réflexion nationale sur l'IA en promouvant une approche éthique, responsable et centrée sur l'humain, alignée sur les priorités nationales de transformation numérique, de modernisation de l'administration publique et de développement durable. Cette démarche vise à positionner l'IA comme un levier stratégique au service de l'amélioration des politiques publiques, de l'innovation, de la compétitivité économique et de l'inclusion sociale en Guinée.



▶ Inclusion numérique des jeunes : Maison des Jeunes de Thianguel Bori

La commune rurale de Thianguel Bori dispose désormais d'une Maison des Jeunes entièrement rénovée et aménagée, avec l'appui du PNUD. Cet espace est équipé d'un kit solaire de secours de 5 kVA. Ce système, qui permet une autonomie en énergie renouvelable, est équipé d'une borne connectée, de deux ordinateurs et d'accessoires pour soutenir les activités éducatives.

Le lieu comprend aussi un équipement audiovisuel complet : écran plat, bouquet Canal+, amplificateur, baffles, micros, mixeur, 100 chaises, ventilateurs. Cette initiative a contribué à dynamiser la vie sociale de la communauté, faciliter les échanges communautaires, renforcer les actions de sensibilisation et créer un environnement favorable au développement économique et à l'épanouissement des jeunes.

2.2

Environnement et Développement Durable

Gestion durable des ressources naturelles et résilience climatique

En appui au gouvernement, le PNUD a renforcé les capacités de la population et des institutions nationales, régionales et locales à appliquer des mesures adaptées en matière de gestion des ressources naturelles, d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, de développement des économies verte et bleue, et de réduction des risques de catastrophe.

33
Forêts communautaires ont été créées (1 566 ha)

229
Membres de Comités Villageois ont été formés aux pratiques durables

17 136 ha
De forêts et de paysages ont été restaurés et gérés durablement

3 464
Paysans ont été formés à la multiplication de semences améliorées

12 553 ha
De forêts communautaires à Lébékéré Nord ont été créés

3 000
Femmes maraîchères ont été formées (724 ha exploités)

221 km
Corridors biologiques ont été établis entre aires protégées

4 293
Personnes ont vu leurs conditions de vie améliorées (dont 2 313 femmes)

8
Stations agroclimatologiques ont été installées



Restauration écologique et préservation de la biodiversité

Dans le cadre de la préservation de l'environnement, 33 forêts communautaires ont été créées, couvrant une superficie totale de 1 566,39 hectares, tandis que 79,7 hectares de terre en jachères dégradées ont été restaurés en Guinée forestière. Parallèlement, 229 membres des Comités Villageois de Gestion, dont près de 22 % de femmes, ont bénéficié de formations spécialisées pour intégrer des pratiques durables : agroforesterie, plantation d'arbres, stratégies de gestion des feux, etc.

En complément, la forêt communautaire de Lébékéré Nord (préfecture de Mali), d'une surface de 12 553 hectares, et des corridors biologiques de 221 km ont été aménagés pour relier les aires protégées, favorisant l'interconnexion écologique et permettant le retour des espèces emblématiques telles que le lion, le chimpanzé et l'hyène. Ces réalisations sont soutenues par des partenariats stratégiques et l'innovation pour évaluer, monitorer et protéger la biodiversité.

Dans ce cadre, une équipe de formateurs a été mise en place. Les capacités de 300 acteurs du secteur ont été renforcées sur les textes nationaux et internationaux, portant sur la protection de l'environnement et la participation des femmes et des filles à sa préservation.

▶ Agriculture Climato-Intelligente

Dans le domaine agricole, des avancées significatives ont été obtenues en matière de productivité et de résilience via la formation de 3 464 paysans multiplicateurs de semences. Le but : améliorer les cultures de riz, de maïs, d'arachide et de manioc. Parallèlement, 3 000 femmes maraîchères ont été formées pour exploiter 724 hectares consacrés à des cultures d'aubergine, de piment, de gombo, de tomates, etc. L'installation de 8 stations agro climatologiques, la formation de 45 membres des guichets agricoles et la mise en place de champs dédiés aux semences améliorées ont accéléré la transition en vue d'une agriculture intelligente.

En réponse aux défis liés à la résilience économique et au changement climatique, la livraison de 160 ruches modernisées et de coqs de souche améliorées a touché 7 136 bénéficiaires. Les Guichets Communaux d'Intrants et de Services (GCIS) des 8 communes rurales ont été renforcés par une dotation en matériels agricoles : 3 tracteurs, 16 tricycles, 8 motoculteurs de 12 CV, 8 motoculteurs 15 HP et 8 motoculteurs HP.

▶ Amélioration des conditions de vie des communautés riveraines

L'appui du PNUD a considérablement amélioré les conditions de vie de 4 293 personnes dans 19 villages autour de la forêt communautaire de Lébékéré Nord. Avec 53,8 % de femmes bénéficiaires (2 313 au total), ces initiatives ont eu un impact direct sur les communautés. Parmi ces réalisations, citons la construction d'un foyer communautaire équipé d'énergie solaire à Balabori (qui profite à 433 personnes) ; l'installation de parcs à bétail communautaires (1 217 agro-éleveurs concernés) pour réduire les attaques animales et les conflits fauniques ; la fabrication de foyers en terre cuite, adoptés par 85 % des ménages, qui ont diminué la déforestation, les maladies respiratoires et le fardeau des femmes cherchant du bois.







Accès élargi à l'énergie propre et aux services de base

En s'appuyant sur des technologies novatrices, le PNUD a contribué à élargir l'accès des communautés des régions défavorisées à une énergie propre et abordable, améliorant ainsi leurs conditions de vie et renforçant leur résilience.

983
Nouvelles personnes ayant accès à une énergie propre et durable

12 km
Réseau de distribution basse tension (contre 4 km auparavant)

7 041
Personnes desservies par les centrales solaires

141,6 t CO_2
Émissions évitées par an

163,2 kWc
Puissance solaire installée (augmentation de 30 %)

6 827
Personnes bénéficiant de systèmes d'adduction d'eau potable (dont 3 642 femmes)

▶ Accès à l'énergie en milieu rural : Centrales solaires

Grâce à des solutions technologiques innovantes, l'accès à l'énergie propre et abordable a fortement progressé dans les zones défavorisées. À Thianguel Bori et Bolodou, la puissance des centrales solaires installée est passée de 125,4 à 163,2 kWc, tandis que la capacité de stockage a augmenté de 209 à 303,6 kWh. Quant au réseau de distribution basse tension, il est passé de 4 à 12 km. Cette évolution a permis d'étendre l'accès à une énergie propre à 983 nouveaux bénéficiaires (pour une population concernée de 7 041 personnes).

Cette avancée a engendré une véritable transformation au sein des communautés, avec l'émergence d'activités génératrices de revenus : soudure, transformation des produits agricoles, commercialisation, conservation. Quant aux infrastructures sociales vitales, notamment le centre de santé, les services administratifs, sécuritaires et les lieux de culte, elles disposent d'un approvisionnement fiable en énergie. Ces solutions permettent de réduire l'émission de 141,6 tonnes de CO2 par an.

▶ Accès à l'eau potable et à la santé

Les appuis réalisés ont permis de renforcer durablement l'accès à l'eau potable pour près de 17 000 bénéficiaires à travers l'installation de systèmes d'adduction d'eau potable dans les localités ciblées. Cette amélioration de l'accès à une source d'eau sûre a contribué à la réduction significative des maladies hydriques, notamment les diarrhées et le choléra, tout en allégeant les tâches domestiques liées à la collecte de l'eau. Au-delà des bénéfices sanitaires et sociaux, ces infrastructures ont également favorisé le développement des activités génératrices de revenus, notamment le maraîchage, et amélioré les conditions d'abreuvement du bétail, renforçant ainsi la résilience économique et les moyens de subsistance des communautés bénéficiaires.



Genre
Approche transversale

L'intégration systématique de l'égalité de genre dans les interventions soutenues par le PNUD a permis de renforcer l'autonomisation, la représentation et l'inclusion des femmes, des jeunes filles et des personnes en situation de handicap dans la vie économique, sociale et publique.

Cette dynamique s'appuie d'abord sur un travail de renforcement institutionnel : 60 cadres des services genre, des BSD et des DAF ont été formés à la budgétisation sensible au genre et à la conduite d'audits de genre, favorisant une meilleure intégration du genre dans les politiques publiques et dans la gestion budgétaire de l'État.

Ces acquis institutionnels se traduisent concrètement au niveau opérationnel, où les structures nationales et locales veillent à une représentation équitable : un minimum de 30 % de femmes et 1,5 % de personnes en situation de handicap sont systématiquement inclus dans les formations, notamment celles portant sur les réglementations minières, la protection de l'environnement et les principes directeurs des Nations Unies.

C'est dans ce cadre que l'équipe de formateurs mobilisée, composée de 12 femmes et 18 hommes, sensibilise 300 acteurs, dont la moitié sont des femmes, aux enjeux environnementaux. Cette même logique de représentation se retrouve dans la gestion locale des conflits, où 77 femmes leaders siègent parmi les 488 membres des comités villageois, plaçant les femmes au cœur de ces mécanismes.



Au-delà de la représentation, le PNUD agit également en faveur de l'autonomisation économique des femmes, notamment à travers son accompagnement du ministère de la Promotion féminine, de la Famille et des Solidarités dans la mise en œuvre du Compendium des compétences féminines de Guinée, un programme quinquennal (2025-2029) visant à renforcer la visibilité des femmes dans la prise de décision et leur accès aux opportunités économiques, sociales et politiques.

Cet effort se concrétise enfin par le soutien à 118 groupements féminins spécialisés dans la transformation du riz, dont 89 % sont constitués de femmes, à qui le PNUD offre des formations en gouvernance et en gestion administrative et financière.

Trajectoires du changement





D'un village oublié à une communauté résiliente : les résultats tangibles du Projet Bafing-Falémé

Fodéya est un district d'environ 450 habitants, dont 250 femmes, situé dans la préfecture de Balaki, préfecture de Mali (région de Labé). Malgré une distance de seulement 140 kilomètres du chef-lieu Labé, l'accès à cette localité nécessite près de huit heures de trajet, ce qui illustre son enclavement. Il y a quelques années, Fodéya faisait face à une précarité généralisée. L'insuffisance d'infrastructures socioéconomiques de base, combinée à une pauvreté, limitait fortement les conditions de vie des populations. Les habitants parcouraient de longues distances pour subvenir à leurs besoins. Aujourd'hui, la situation s'est nettement améliorée grâce à l'intervention du Projet de Gestion Intégrée des Ressources Naturelles dans le Paysage de Bafing-Falémé (PGINRN-PBF), financé par le Fonds d'affectation du FEM avec l'appui technique et financier du PNUD, à hauteur de 7,4 millions USD, en partenariat avec le Gouvernement guinéen.

La tempête avant le beau temps…

« Ici, on n'avait même pas de quoi manger. Pas d'eau, pas de savon et on manquait même de toilettes. On parcourait des kilomètres pour aller travailler dans les autres villages et avoir le minimum pour tenir. » C'est par ces mots qu'El hadj Simbori Keita, ancien maire de la commune rurale de Balaki, décrit la situation du village avant l'intervention du projet. Ici, presque tout manquait pour assurer le minimum de vie. Cette situation affectait également le système éducatif local. Faute de ressources, les parents éprouvaient des difficultés à rémunérer les enseignants communautaires, entraînant une baisse significative des effectifs scolaires.

« Je suis le président de l'Association des Parents et Amis de l'École (APEAE) depuis 2007. J'étais toujours confronté au problème de paiement des enseignants communautaires. Ces derniers me convoquaient très souvent au niveau des autorités », se souvient Ibrahima Camara, également président du comité de gestion de l'écovillage. En raison de la baisse des performances des écoliers ou de l'abandon scolaire, l'école primaire s'était vidée de plus de 50% de son effectif. Par ailleurs, pour répondre à leurs besoins immédiats, les populations se tournaient vers l'exploitation des ressources naturelles, notamment la chasse et la coupe de bois, avec des impacts négatifs sur l'environnement.

Le beau temps…

Le projet de gestion intégrée des ressources naturelles dans le paysage de Bafing-Falémé vise à promouvoir une gestion intégrée et durable des ressources naturelles en introduisant une approche paysagère, en créant et opérationnalisant une grappe d'aires protégées (parc national de Moyen-Bafing, réserve faunique et forêts communautaires) le long des rivières Bafing et Falémé, et en établissant des écovillages autour des aires protégées.

Pour établir les écovillages, le projet a prévu un certain nombre de critères : « D'abord, un village de taille raisonnable, idéalement autour de 500 habitants. Ensuite, il faut qu'il y ait une bonne gestion possible des ressources naturelles et aucune tension foncière. On accorde aussi beaucoup d'importance à la cohésion sociale et à l'implication des habitants, notamment leur volonté de contribuer et de s'engager dans le projet. Enfin, on privilégie les localités où il existe des opportunités d'activités économiques, tout en évitant celles qui présentent des risques sociaux ou environnementaux », précise Thierno Ibrahima Diallo, coordinateur national du projet.

Le village de Fodéya est l'une des localités qui répondent à tous ces critères en raison de son isolement et de la situation de vulnérabilité économique qui y règne, d'où son choix par le projet.

Dès 2023, Fodéya devient un laboratoire de réussite pour le concept « écovillage » : infrastructures de base améliorées, création d'opportunités économiques durables, diversification des revenus et renforcement des capacités locales. Foyers améliorés, centre de production de savon artisanal, adduction d'eau potable, exploitation maraîchère, ruchers-écoles… Autant d'initiatives conçues conjointement et portées par la communauté pour réduire la pression sur les forêts, renforcer l'autonomie économique, améliorer la résilience sociale et promouvoir l'inclusion des groupes vulnérables, notamment les femmes. Fatoumata Samoura, présidente des femmes, égrène quelques-uns des changements observés : « Depuis l'intervention du projet, nous sommes sorties de toutes les difficultés qui nous caractérisaient. Surtout les grillages et l'adduction d'eau. Pour nous les femmes, la saleté a cédé à la propreté. Nos rations alimentaires sont bien assurées et avec les foyers améliorés, nous ne sommes plus exposées à la fumée en cuisinant. La famine s'est éloignée du village. Les problèmes de dépense n'affectent plus nos maris… »

Président du comité de gestion de l'écovillage et de l'APEAE, Ibrahima Camara souligne particulièrement les améliorations intervenues en milieu scolaire. « En 2021, avant le projet, notre école comptait seulement 17 élèves. Aujourd'hui, il y en a 42. Les parents n'ont plus de mal à payer les scolarités de leurs enfants grâce aux sources de revenus que le projet nous a aidés à créer. »

Trajectoires du changement

Les armes déposées contre les animaux et la forêt…

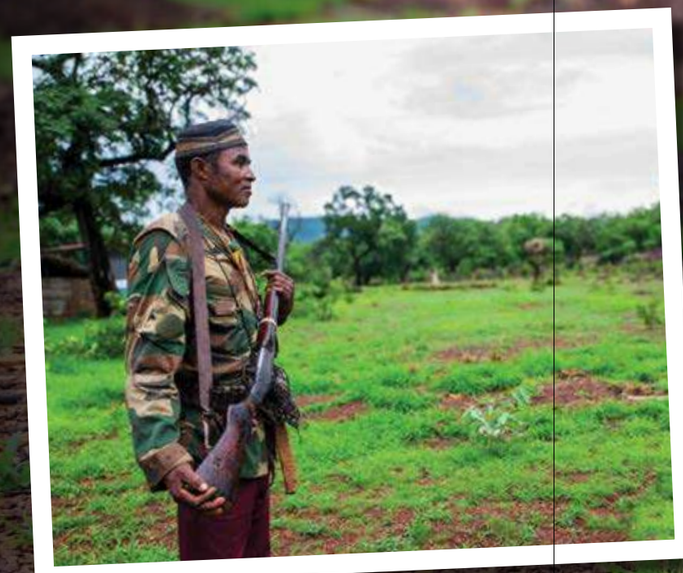
La chasse constituait l'une des principales activités du village de Fodéya. De nombreux chasseurs parcouraient les forêts pour abattre des animaux, notamment des chimpanzés et des singes, qui figuraient parmi les cibles les plus recherchées. Autrefois à la tête des chasseurs, Ibrahima Camara se souvient :

« Je recevais tous les chasseurs chez moi pour planifier les chasses. Ils venaient très souvent des villages lointains à la recherche des espèces comme le singe, le chimpanzé, etc. J'étais leur président. »

Grâce aux activités de sensibilisation menées par le projet, Ibrahima dispose désormais de bonnes informations en matière de protection de la biodiversité. Aujourd'hui, la chasse appartient au passé pour lui. Sa reconversion en éco-garde illustre son engagement en faveur de la préservation de la forêt et de la faune. « Je ne participais pas aux regroupements du village. Je préférais rester en brousse avec mes amis chasseurs qui m'apportaient des cartouches de balles depuis d'autres villages. Je trouvais cela plus avantageux, mais aujourd'hui, je ne suis plus dans la chasse. Je ne veux même pas voir un chasseur se rapprocher de nos forêts et de notre village. Je suis même reconverti en éco-gardien », se réjouit-il.

Aujourd'hui, les armes ne crépitent plus dans les forêts de Fodéya. Autrefois menacées, des espèces comme le guib harnaché, les phacochères, les babouins ou encore les céphalophes réapparaissent et se développent progressivement, signe d'un écosystème en régénération. Parallèlement, les espèces végétales comme le khaya, le sagba ou l'érythrophleum sont de moins en moins soumises à l'exploitation abusive, grâce à l'essor d'activités économiques alternatives. Les populations disposent désormais de sources de revenus plus durables, réduisant ainsi leur dépendance aux ressources forestières. Cette dynamique de transformation se reflète également au niveau social : les élèves retrouvent le chemin de l'école, les effectifs augmentent et les enseignants s'installent durablement dans le village.

Fodéya s'inscrit désormais dans une trajectoire où préservation de l'environnement, amélioration des conditions de vie et développement local se renforcent mutuellement.



Trajectoires du changement



De Koudédi à Fodéya : l'épargne communautaire comme levier de développement local

Dans les régions de Siguiri et de Labé, les écovillages de Koudédi et Fodéya mettent en œuvre un modèle d'autonomisation économique. Ces localités ont structuré leur développement grâce à une décision collective des populations locales : mettre en commun les revenus de leurs activités quotidiennes via un mécanisme d'épargne solidaire.

Les revenus issus de la production de savon artisanal, des cultures maraîchères et de l'apiculture ont permis de constituer une épargne communautaire globale estimée à 200 millions de francs guinéens. Cette somme assure désormais le financement des initiatives économiques locales.

Un mécanisme de financement endogène né des besoins du terrain

La mise en place de ce dispositif répond à une problématique structurelle : comment accéder aux services financiers de base dans des zones rurales enclavées ? Dans ces villages du Fouta-Djalon et de la Haute-Guinée, les familles vivaient essentiellement de l'agriculture de subsistance. Les femmes, principales productrices, se heurtaient chaque saison au même obstacle : le manque de capital pour l'achat d'intrants et le développement de leurs micro-entreprises.

C'est dans ce contexte que le PNUD, à travers le projet de Gestion Intégrée des Ressources Naturelles dans le Paysage du Bafing Falémé (financé par le Fonds Mondial pour l'Environnement [FEM] en partenariat avec le Gouvernement guinéen), a soutenu la mise en place des Caisses Villageoises d'Épargne et de Crédit (CVEC). Le principe repose sur des cotisations régulières des membres, permettant l'octroi de prêts à taux concessionnels, remboursables sur trois mois.

La viabilité de la caisse est directement adossée aux Activités Génératrices de Revenus (AGR). Les groupements de femmes se sont lancés dans la fabrication de savon artisanal, valorisant les ressources locales pour approvisionner le marché de proximité. Le maraîchage a permis de diversifier les productions et d'assurer des rentrées de trésorerie régulières. L'apiculture, activité alignée sur les objectifs de conservation, génère des revenus supplémentaires tout en contribuant à la préservation des écosystèmes forestiers, conformément aux indicateurs du projet Bafing Falémé.

Impact sur la résilience financière des ménages

Bintou Camara, membre du groupement des femmes de Koudédi, détaille l'impact de ce dispositif sur sa gestion financière : avant, pour financer ses activités agricoles, elle devait recourir à des prêteurs informels aux taux usuraires ou renoncer à cultiver. Aujourd'hui, la caisse lui permet d'emprunter rapidement, à des conditions accessibles, et de travailler sans la pression de dettes insoutenables.

« Nous pouvons obtenir des prêts pour financer nos activités agricoles. Nous travaillons sans pression et pouvons subvenir aux besoins de nos familles », témoigne-t-elle. « Lorsque nous contractons un prêt, le délai de remboursement est fixé à trois mois, et ce délai n'est pas contraignant. Grâce à ces prêts, nous parvenons à résoudre nos problèmes sans avoir recours à des solutions risquées ou à l'endettement excessif. »

Ce mécanisme favorise la planification financière à long terme des exploitantes. Concernant la pérennité du dispositif après le retrait des partenaires techniques, Bintou Camara précise : « Même après la clôture du projet, nous continuerons d'alimenter cette caisse, car elle nous apporte un soutien considérable. »

À Fodéya, Dabo Keïta, présidente du groupement des femmes, souligne que la caisse remplit également une fonction de protection sociale pour la communauté :

« Quand on a un baptême, on prend l'argent dans cette caisse. Quand il y a des décès, on prend l'argent dans cette caisse. Le mariage et même les frais de scolarité de nos enfants viennent de cette caisse. »

Facteurs clés de succès et pérennisation

L'accompagnement du projet Bafing Falémé a porté sur le renforcement des capacités : formation à la gestion comptable, appui technique aux filières productives, et ancrage institutionnel avec les autorités locales et les services de l'État guinéen. Toutefois, l'appropriation complète de l'outil par les bénéficiaires constitue le principal facteur de pérennité du projet.

L'expérience de Koudédi et Fodéya démontre qu'un cadre méthodologique adapté et un renforcement technique permettent de mobiliser efficacement l'épargne locale pour amorcer le développement rural. Dans ces deux écovillages de Labé et Siguiri, les 200 millions de francs guinéens mobilisés illustrent le potentiel des approches de développement participatives et endogènes.

Au-delà des résultats chiffrés cités ci-dessus, l'impact des interventions du bureau s'illustre aussi à travers les parcours individuels. Celui d'Aïssata, jeune femme leader, en atteste. Engagée au sein de son comité villageois, elle a pu proposer des solutions aux conflits liés à l'eau, solutions qui ont été adoptées par la communauté. Ces avancées démontrent la forte implication des femmes à tous les niveaux, la nature inclusive des interventions et la volonté de promouvoir l'égalité de genre dans la gouvernance, la formation et la participation communautaire.

Conclusion



Principaux défis et leçons apprises en 2025

L'expérience de mise en œuvre a mis en évidence l'importance d'adopter une approche portefeuille pour répondre efficacement aux défis multidimensionnels du développement. En dépassant la logique de projets sectoriels, cette approche permet de mobiliser les complémentarités entre interventions, d'accroître l'échelle des résultats et de maximiser l'impact collectif des investissements au service des priorités nationales.

Les expériences confirment que des partenariats solides, combinés à des approches contextualisées et à un suivi stratégique, sont essentiels pour garantir un impact durable et partagé. Le renforcement de la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption sont indispensables pour améliorer l'efficacité des politiques publiques et financer l'accès aux services sociaux de base.

Les enseignements soulignent la nécessité de renforcer les actions ciblées de sensibilisation, de formation et d'accompagnement – notamment en matière de gouvernance locale, de gestion durable des ressources naturelles et de prévention des conflits. L'appui aux groupements féminins est plus efficace lorsqu'il intègre des études de marché, tout comme la mise en place et la gestion d'AGR écologiques et climato-sensibles.

Si la mise en œuvre d'une stratégie nationale de digitalisation de l'État a permis des avancées, il demeure nécessaire de promouvoir l'utilisation des outils digitaux pour renforcer l'efficacité des services publics. Quant à l'élaboration de la politique nationale de l'emploi, elle a permis de recentrer les questions d'emploi dans les priorités du gouvernement. Néanmoins, le suivi de l'application du contenu des projets locaux semble indispensable, notamment dans le secteur minier.

Les leçons apprises mettent en évidence que la gestion durable des ressources naturelles, à travers la création de forêts communautaires, la restauration des terres et l'aménagement de corridors biologiques, renforce durablement la conservation de la biodiversité. Dans le secteur agricole, la formation aux pratiques innovantes et l'utilisation de technologies adaptées, telles que les stations agro climatologiques, améliorent la productivité et la résilience face aux changements climatiques.

Perspectives pour 2026

Contribution à l'accélération des ODD et au Programme Simandou 2040

À court terme, le Bureau du PNUD devra relever plusieurs défis structurants. En appui au gouvernement, il accompagnera les institutions nationales dans la mise en œuvre de réformes prioritaires, en agissant notamment sur : le renforcement de la transparence budgétaire et de la mobilisation des ressources internes, le développement de mécanismes équitables de gestion des finances publiques, le renforcement des capacités institutionnelles à tous les niveaux, l'accroissement de la participation des femmes aux instances de prise de décision, la gouvernance durable des ressources naturelles et le renforcement de la sécurité dans un contexte sous-régional fragile.

Dans un contexte de consolidation de la gouvernance démocratique après l'élection présidentielle de 2025, le PNUD renforcera son partenariat stratégique avec le Gouvernement pour accompagner les priorités émergentes : renforcement de la légitimité et de la redevabilité post-transition, consolidation de la cohésion sociale, mise en œuvre d'approches territoriales de stabilisation dans les zones frontalières et minières.

Le PNUD entend également renforcer les capacités des collectivités territoriales afin de promouvoir un développement local inclusif et durable, par l'amélioration de la planification locale et de la gestion des ressources, le renforcement de l'accès aux services sociaux de base, la promotion de la gouvernance décentralisée et la consolidation de la participation citoyenne.

Afin d'amplifier l'impact de ses interventions et de répondre plus efficacement à la complexité des défis de développement, le PNUD poursuivra en 2026 la transition progressive d'une approche centrée sur des projets individuels vers une approche portefeuille. Cette évolution visera à renforcer les synergies entre programmes, à favoriser les solutions intégrées et innovantes, à améliorer l'efficience des ressources mobilisées et à générer des effets transformateurs à plus grande échelle au service des priorités nationales.

Le PNUD jouera un rôle stratégique pour mettre les priorités nationales en œuvre. Il contribuera à accompagner les réformes économiques et institutionnelles, tout en renforçant la résilience des populations. L'intervention de ses composantes s'appuiera sur une approche intégrée, structurée autour de portefeuilles cohérents, afin de maximiser les synergies entre gouvernance, inclusion économique, durabilité environnementale, innovation et transformation numérique.

Les interventions s'aligneront étroitement sur les priorités nationales, en particulier celles liées à l'employabilité, à la jeunesse, à l'autonomisation des femmes, à la sécurité alimentaire, à la promotion des énergies durables, à la résilience et à la lutte contre le changement climatique.

Le PNUD accordera une attention stratégique à plusieurs leviers :

- La jeunesse, en tant que moteur de l'innovation, de l'employabilité et du dividende démographique ;
- Les femmes et les jeunes, acteurs principaux de l'économie informelle, notamment dans les secteurs agricole et minier ;
- La transition numérique, incluant l'exploration des opportunités offertes par la digitalisation et l'intelligence artificielle ;
- La résilience communautaire et environnementale, face à l'exposition croissante aux chocs climatiques et économiques ;
- La promotion de l'énergie durable et abordable, comme levier du développement inclusif et de la justice sociale.

Enfin, le PNUD intégrera, de façon stratégique et éthique, l'innovation numérique et l'intelligence artificielle, en capitalisant sur les acquis, notamment à travers les hubs d'innovation UniPod, en soutenant la transformation digitale des institutions et en contribuant à l'élaboration de cadres nationaux favorisant une utilisation responsable et éthique de l'IA.

Partenariats et mobilisation des ressources

En 2025, trois accords de partenariat, d'un montant de 8,2 millions USD, ont été signés avec les ministères en charge des Finances, du Plan et de la Promotion féminine. Il s'agit d'accords de cofinancement de projets visant à soutenir la mise en œuvre des programmes cadres de renforcement des capacités de ces départements. Dans cette dynamique, et malgré un contexte national contraignant, près de 389 000 USD ont été décaissés en 2025 par le Gouvernement au titre de la contrepartie nationale au financement des projets. Ces ressources ont été principalement affectées au renforcement des capacités institutionnelles et diplomatiques, ainsi qu'à l'amélioration de la gestion des finances publiques.

Dans le domaine de l'environnement, près de 10,9 millions USD ont été mobilisés auprès du Fonds Mondial de l'Environnement pour appuyer le développement des économies verte et bleue. Des stratégies de coopération sont en cours d'élaboration avec d'autres partenaires techniques et financiers, ainsi qu'avec des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, en vue d'élargir et de pérenniser les sources de financement des programmes en cours.

Le PNUD Guinée bénéficie du soutien du Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM), son premier partenaire contributeur, notamment pour ses programmes de gouvernance environnementale, de gestion durable des ressources naturelles et de résilience climatique. Parallèlement, des stratégies de coopération sont en cours avec d'autres partenaires techniques et financiers, ainsi qu'avec des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, en vue d'élargir et de pérenniser les sources de financement des programmes de gouvernance et de développement durable.

Bailleur/Partenaire	Montant	Domaine d'intervention
Gouvernement de Guinée	8,2 M USD	Gouvernance, renforcement institutionnel
Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM)	9,33 M USD	Changement Climatique, Biodiversité, Gestion Durable des terres
Promesse Climatique (Islande)	270 000 USD	Climat & adaptation
Allemagne	300 000 USD	Développement durable
Initiative TRAC2	500 000 USD	Appui programme PNUD

L'année 2025 a confirmé le positionnement du PNUD Guinée comme partenaire stratégique de confiance, capable d'accompagner des transformations complexes dans des contextes sensibles. Pour 2026, l'enjeu majeur sera d'amplifier les effets de ces interventions, de renforcer leur mise à l'échelle et de consolider l'appropriation nationale ainsi que les partenariats financiers et institutionnels nécessaires à l'accélération des ODD, en cohérence avec le CPD 2024-2028 et l'UNSDCF 2024-2028.

Principaux contributeurs du PNUD

Allemagne · États-Unis · Japon · Suisse · Norvège

Suède · Pays-Bas · Canada · Royaume-Uni · Danemark

France · Corée du Sud · Belgique · Irlande · Australie

Principaux donateurs

Don du Peuple Japonais

Tableau des sigles et abréviations

ANSSI	Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information
BSD	Bureau de Stratégie et de Développement
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
CLSPD	Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
CNJ	Conseil National des Jeunes
CNT	Conseil National de la Transition
CPD	Country Programme Document (Document de programme de pays)
CVEC	Caisse Villageoise d'Épargne et de Crédit
DAF	Direction Administrative et Financière
DGCIP	Direction Générale de la promotion de Citoyenneté et de la paix
FEMUA	Festival des Musiques Urbaines d'Abidjan
FLSPD	Forum Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
GCIS	Guichet Communal d'Intrants et de Services
GED	Gouvernance et État de Droit
GNF	Franc Guinéen
HAC	Haute Autorité de la Communication
IA	Intelligence Artificielle
IDG	Indice de Développement de Genre
IDH	Indice de Développement Humain
INS	Institut National de la Statistique
NAM	Mission d'Assistance électorale des Nations Unies
NEET	Ni en Emploi, ni en Éducation, ni en Formation
ODD	Objectifs de Développement Durable
OSC	Organisation de la Société Civile
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNA	Plan National d'Adaptation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SNU	Système des Nations Unies
TEDD	Transformation Économique et Développement Durable
UniPod	Espace numérique d'innovation et d'accélération du PNUD
UNSDCF	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework / Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable
USD	United States Dollar

Contacts

Maison Commune des Nations Unies, Corniche
Coléah Lansébounyi, B.P. 222, Conakry, Guinée

@pnudguinee5203

@PNUDGuinee

@PNUDGuinea